

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

MARSEILLE, le 14 JAN. 2010

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme MARTINS

☎ 04.91.15.64.67

christiane.martins@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

n° 426-2009 PC

☐ HOPI ☒ GIDIC ☐ non

n° A / 6513 /

ARRIVEE

le

25 JAN. 2010

Destinataire :

☒ Attribution

☐ info

Copie :

ARRIVÉE COURRIER

21 JAN. 2010

SECRETARIAT DIRECTION
DREAL PACA

A R R E T E

imposant des prescriptions complémentaires
à la Société SBM FORMULATION
dans le cadre de la réhabilitation du site industriel
de MARSEILLE (11ème)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.512-74 à R.512-80,

Vu les arrêtés préfectoraux d'exploitation et notamment celui du 16 février 1996,

Vu la cessation d'activité intervenue au 1^{er} janvier 2007,

Vu les dossiers de diagnostic, d'études des risques environnementaux et sanitaires et de Plan de gestion établis par la Société SBM Formulation, référencés « Aix-Rap-09-00922 D » et datés du 8 juin 2009,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 26 octobre 2009,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 19 novembre 2009,

Considérant que les études menées par l'exploitant montrent l'existence de pollutions des sols et du sous-sol liées à l'ancienne activité industrielle du site industriel de MARSEILLE (11ème),

Considérant que le projet de réhabilitation du site est réalisé dans l'optique de l'aménagement d'une Zone d'activités commerciales à usage tertiaire et/ou industriel,

Considérant qu'il convient de réglementer les conditions de réhabilitation afin d'assurer leur adéquation avec l'usage futur du site

.../...

Considérant qu'en vertu de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le Préfet, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, peut fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,

A R R E T E

ARTICLE 1

La Société SBM Formulation est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant la réhabilitation du site industriel de MARSEILLE (11ème) – Quartier Saint-Marcel – 156/160, route de la Valentine.

ARTICLE 2 : USAGE FUTUR DU SITE, DUREE DES TRAVAUX ET RESTRICTIONS D'USAGE

La réhabilitation, objet du présent arrêté, sera réalisée pour être compatible avec un usage futur du site dédié à une zone d'activité commerciale à usage tertiaire et ou industriel telle que précisée dans les dossiers de réhabilitation et le plan de gestion (cf. plan ci-joint).

Les travaux de réhabilitation seront effectués dans une durée prévisionnelle de 2 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

En cas de dépassement de cette durée ou de besoin d'une prolongation pour raisons techniques, l'industriel informera l'inspection au moins 3 mois avant le début du dépassement, en justifiant les raisons de ce délai supplémentaire.

2.1 Restriction d'usage

Avant toute cession éventuelle du site à un acquéreur, et dans tous les cas au plus tard trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une proposition de servitudes sera transmise par la Société SBM Formulation, au Préfet des BOUCHES-du-RHONE pour instruction administrative.

Sur ces terrains, les usages suivants seront strictement interdits :

- toute culture (potager, arbres fruitiers, etc...) destinée à la consommation humaine ou animale ;
- toute exploitation de l'eau souterraine ;
- la réalisation de bâtiments à usage d'habitat permanent ou d'hôtellerie.

Comme mentionné dans le dossier de référence, aucun confinement de terres ou matériaux pollués ne sera réalisé sur ce site.

2.2 Modification d'usage

Tout projet de changement d'usage devra préalablement être porté à la connaissance du Préfet des BOUCHES-du-RHONE, accompagné de l'ensemble des éléments justifiant sa faisabilité, à savoir la réalisation d'un nouveau diagnostic et d'une nouvelle évaluation des risques sanitaires.

En tout état de cause, les usages sensibles tels que ceux définis dans la circulaire ministérielle du 07 février 2007 (école, crèche, établissement d'hébergement d'enfants handicapés relevant du domaine médico-social, etc...) sont proscrits sur la totalité du site.

ARTICLE 3 : REHABILITATION DES DIFFERENTES ZONES

Les opérations de réhabilitation prendront en compte plus précisément les 4 zones dénommées dans les dossiers et mentionnées sur le plan joint en annexe :

- Zone W située en bordure Nord-Est du site ;
- Zone T située en partie centrale du site ;

- Zone S située au droit de l'ancien bâtiment S
- Zone Tranchée 1 située en partie sud du site

Les Zones « W, T et Tranchée 1 » feront l'objet d'opération de décapage et d'excavations des terrains pollués jusqu'à retrouver le sol sain, c'est-à-dire conformes aux valeurs définies par les études de risques sanitaires et confirmées par l'analyse des risques résiduels.

Les parties de sites fortement marquées par des composés organiques volatils seront préférentiellement traitées par la méthode dite d'aération forcée ou de « venting ». Elles seront précisées par SBM à l'inspection au moment des interventions.

Les opérations de « venting » feront l'objet d'une surveillance particulière dans l'environnement du site (odeurs, qualité de l'air) selon un programme qui sera préalablement soumis à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4 : GESTION DES TERRES EXCAVEES ET SUIVI DE CHANTIER

D'une façon générale, l'ensemble des terres excavées, qu'elles proviennent des zones sus mentionnées ou des sols et sous-sols dédiés au parking souterrain, devront être traitées dans des installations spécialisées régulièrement autorisées à cet effet et pour lesquelles la Société SBM informera l'inspection au fur et à mesure de l'avancement des opérations de réhabilitation. Tout changement éventuel de filières de traitement relatives à une même catégorie de terres excavées sera déterminé en accord avec l'Inspection des installations classées

La gestion des terres excavées devra faire l'objet d'une attention particulière. A cet effet, la traçabilité de la qualité des déblais, de leur provenance sur le site et de leur destination devra être assurée selon chaque filière de traitement retenue.

La fin des opérations d'excavations sur l'une des zones ou sur les parties de sites dédiées au parking, fera l'objet d'un contrôle dit de « fond de fouilles » afin de s'assurer d'avoir atteint « le sol sain ». Les travaux d'affouillement pour implanter les parkings souterrains seront accompagnés de mesure des vapeurs issues des sols de façon afin s'assurer de l'absence d'émanation gazeuse.

Une Analyse des Risques Résiduels (ARR) sera réalisée avant le nouvel usage du site immobilier sur la base des analyses de fond et des parois de fouilles.

Le suivi de l'ensemble du chantier de terrassement devra être réalisé par une société distincte et indépendante des sociétés chargées des travaux ; elle aura la charge de vérifier la bonne application des procédures de dépollution et de gestion des terres excavées.

Toutes productions d'eaux polluées qui surviendraient pendant les travaux seront stockées en bassin étanches puis seront soit éliminées comme des déchets dans un centre spécialisé autorisé, soit traitées avant rejet au réseau communal. Dans ce cas, les critères définis par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 devront à minima être respectés, et une convention de rejet devra être établie avec le gestionnaire du réseau. L'inspection des installations classées devra être informée au préalable de cette éventualité.

Toute découverte imprévue ou incident notable devra être porté, sans délai, à la connaissance du Préfet des BOUCHES-du-RHONE et de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5 : GESTION DES EAUX DE SURFACE ET SOUTERRAINES

5.1 : Eaux de surface :

Elles feront l'objet de mesures sur le cours d'eau l'Huveaune en amont et en aval du site portant sur les pesticides organochlorés définis dans le plan de gestion pendant une période de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté et selon une fréquence semestrielle.

Au vu des résultats, la fréquence et la durée des prélèvements pourront être allégées ou renforcées.

5.2 : Eaux souterraines :

Le réseau actuel, constitué de 9 puits d'observation, sera maintenu et correctement entretenu afin de pouvoir procéder à des mesures selon une fréquence trimestrielle pendant une période de 4 années.

Les analyses porteront sur les paramètres mentionnés dans le plan de gestion : pesticides organochlorés, hydrocarbures totaux, métaux lourds (arsenic, cuivre, mercure, plomb et zinc).

Des mesures à fréquences semestrielles seront effectuées sur les HAP, les chlorophénols et les chlorobenzènes.

Au vu des résultats, la fréquence et la durée des prélèvements pourront être allégées ou renforcées.

Lors de la présentation des résultats, tous commentaires appropriés seront effectués sur les corrélations ou relations possibles entre le cours d'eau et la nappe voisine ainsi que sur les tendances des évolutions des teneurs des différents paramètres.

ARTICLE 6 : DOSSIER DE FIN DE TRAVAUX – RECOLEMENT

A l'issue des opérations de réhabilitation, un dossier de fin de travaux sera établi par SBM, comprenant :

- les plans précis correspondant à la zone réhabilitée, accompagné en tant que de besoin d'illustration photographique ;
- l'ensemble des éléments relatifs à la gestion des terres excavées (évacuation ou confinement des terres, bordereaux de suivi des terres, analyses de contrôle, plans de terrassement, etc...),
- les analyses de fond et de parois de fouille ;
- l'ensemble des éléments relatifs à la gestion des autres déchets issus des travaux et notamment des plaques ou débris d'amiante-ciment mis en évidence ;
- les résultats des mesures effectuées sur les eaux souterraines et les eaux de surface ;
- les résultats des mesures effectuées sur les vapeurs émises lors du creusement des parkings souterrains ;
- les comptes-rendus de la surveillance des travaux par l'organisme tiers désigné pour cela ;
- l'ARR (analyse résiduelle des risques) correspondante, établie par un bureau d'étude distinct de l'entreprise qui aura été mandatée pour réaliser les opérations de réhabilitation ;
- les éventuels incidents survenus au cours du chantier.

Ce dossier sera adressé au Préfet des BOUCHES-du-RHONE et à l'Inspection des Installations Classées au plus tard 3 mois après la fin des travaux.

ARTICLE 7 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Conformément à l'article 2 ci-dessus, SBM Formulation fournira au Préfet un dossier permettant l'engagement de la procédure de servitudes d'utilité publique sur les terrains concernés.

Ce dossier comprendra notamment :

- une notice de présentation rappelant l'historique du site et l'objet des travaux de réhabilitation prévus ;
- un plan des terrains concernés précisant la localisation des différentes zones identifiées et la position des piézomètres de contrôle ;
- un projet de règlement de servitude concernant à la fois les usages futurs autorisés et interdits et les conditions d'accès aux piézomètres précités.

ARTICLE 8

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 9

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement.

ARTICLE 10

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 11


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12

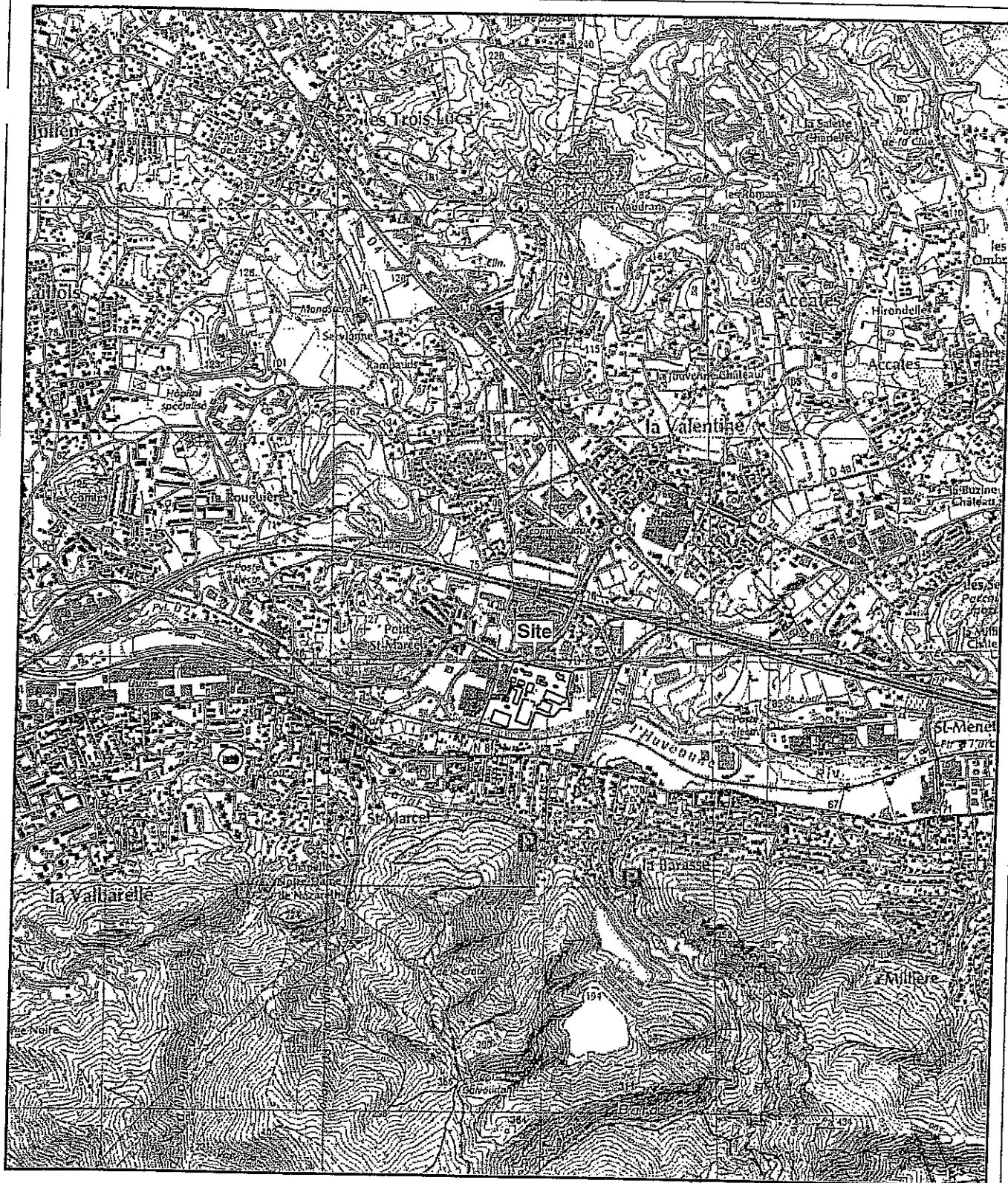
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,
- Le Maire de MARSEILLE,
- Le Directeur de la Sécurité et du Cabinet,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Commandant du Bataillon des Marins-Pompiers de MARSEILLE,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

Annexe 1



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 426-2009 PC
du 14 JAN. 2010

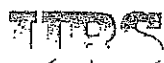
POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,

Gilles BERTOIN

0 500 m 1000 m

Echelle 1/25.000

LOCALISATION DU SITE



Bureau d'Aix en Provence
EUROPARC DE PICAURY - Bât. A5
1330 rue Guillaumet de la Lauzière
BP 60430
13581 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

Titre

PLAN DE GESTION

Lieu

MARSEILLE (13)

Client

SBM FORMULATION

Ech. 1/25 000

Format A4

Date JUIN 09

Proj. 437222353

Ref. AIX-RAP-09-00922

Dess. AMA

Vérif. AMA

FIGURE 1